

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 37.879/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 37.879/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 9 décembre 2004, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au marché des rentes", a donné le 2 mars 2005 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 december 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de rentemarkt", heeft op 2 maart 2005 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1.1. Comme l'indique son intitulé, le projet d'arrêté concerne le marché des rentes, à savoir le marché des instruments financiers visés à l'article 14 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, lequel article précise notamment que :

"§ 1^{er}. En ce qui concerne les instruments financiers émis ou garantis par l'État ou des collectivités publiques belges qu'il désigne, le Roi peut, sur avis de la BNB et de la CBFA :

- 1° arrêter, pour les instruments négociés sur un marché réglementé belge, des règles spécifiques relatives à l'admission de ces instruments, à leur suspension ou à leur radiation et au mode de liquidation des transactions portant sur ces instruments;
- 2° autoriser l'État, les communautés, les régions, la Commission communautaire française et le Fonds des Rentes à effectuer directement des transactions portant sur ces instruments sur un marché réglementé belge sans qu'ils en soient membres;
- 3° régler l'organisation, le fonctionnement, la surveillance et la police de marchés organisés belges spécialisés dans ces instruments;
- 4° organiser un régime de contrôle spécifique pour les marchés organisés belges de ces instruments, le cas échéant en dérogeant aux dispositions de la section 8;
- 5° (...)"

Selon l'article 2 du projet d'arrêté :

"Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché des rentes sont fixées par les règles de marché et les règles de clearing.

Le Livre II, chapitre 6, des règles de marché et tout contrat d'apporteur de liquidité qui concerne spécifiquement le marché des rentes, ainsi que toute modification de ces documents doivent être présentés, préalablement et pour avis, au Fonds des rentes et à l'Administration de la Trésorerie du Service public fédéral Finances, sans préjudice des dispositions visées aux articles 5 et 14 de la loi ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

En vertu de l'article 6 du projet, l'arrêté ministériel du 26 août 2002 fixant le règlement du marché boursier des rentes est abrogé à la date fixée pour l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Selon l'article 7 du projet, l'arrêté entre en vigueur le même jour que celui fixé dans l'avis d'approbation donné par le Ministre des Finances, conformément à l'article 5, § 3, de la loi du 2 août 2002, précitée, pour l'entrée en vigueur des prochaines modifications apportées, par Euronext Brussels, au chapitre 6 du livre II de ses règles de marché ("Rule Book").

1.2. Il résulte par ailleurs des documents annexés à la demande d'avis que le Livre II des règles de marché auquel il est référé dans l'article 2, alinéa 2, du projet, est intitulé "Règles spécifiques applicables à Euronext Brussels" et que le chapitre 6 de ce Livre a trait au "Marché des rentes", à savoir le marché des instruments financiers visés à l'article 14 de la loi du 2 août 2002, précitée.

Selon la rubrique "Généralités - Champ d'application" de ce chapitre 6,

"Le présent Chapitre 6 prévoit certaines règles spécifiques qui sont d'application au Marché des Rentes.

Ces règles ne portent pas préjudice à celles qui figurent dans l'Arrêté Rentes ni à celles qui figurent dans le présent Livre II ou dans le Livre I^{er} des Règles de marché, à la condition que les dispositions du présent Chapitre ou du présent Livre n'y dérogent pas."

(1) Du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

(2) Les notions de "marché des rentes", de "règles de marché", de "règles de clearing" et d'"apporteur de liquidité" sont définies aux 4°, 5°, 6° et 7° de l'article 1^{er} du projet. Ainsi, les "règles de marché" constituent l'ensemble des règles applicables au marché réglementé organisé par Euronext Brussels, rédigées conformément aux articles 4 et 5 de la loi du 2 août 2002, précitée. Ces règles sont plus communément appelées le "Rule Book" d'Euronext.

Les autres rubriques de ce chapitre 6 fixent dès lors un certain nombre de règles "spécifiques" applicables au Marché des rentes (Admission à la cotation et radiation/Négociation des rentes/Fonctionnement spécifique du Fixing/Dispositions particulières aux emprunts à lots).

2. Selon le délégué du ministre, l'arrêté en projet, s'il trouve son fondement légal dans l'article 14 de la loi du 2 août 2002, précitée, comme le précise par ailleurs le préambule de l'arrêté, ne tend cependant pas à exécuter l'habilitation faite au Roi par le paragraphe 1^{er}, 1°, dudit article. En d'autres termes, l'arrêté en projet n'aurait notamment pas pour but d'arrêter des "règles spécifiques" pour les instruments financiers émis ou garantis par l'État ou par des collectivités publiques belges et négociés sur un marché réglementé belge⁽³⁾. Ainsi qu'il résulte de la formulation même de cet article ("(...) le Roi «peut» (...)), le Roi n'est d'ailleurs pas obligé de faire usage de cette habilitation. L'option a en conséquence été prise de ne pas fixer, par arrêté royal, de "règles spécifiques" en la matière, mais de se référer tout simplement aux règles de marché arrêtées par Euronext Brussels en application des articles 4 et 5 de la loi du 2 août 2002, précitée. Il est toutefois entendu que ces règles peuvent, ce qui est d'ailleurs le cas en l'espèce compte tenu du chapitre 6 du Livre II devant encore être approuvé par le Ministre des Finances, comporter des "règles spécifiques" au marché des rentes visées à l'article 14 de la même loi du 2 août 2002.

Compte tenu de ce qui précède :

- l'alinéa 1^{er} de l'article 2 du projet d'arrêté n'aurait donc pas d'autre but que de rappeler que les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché des rentes sont notamment fixées par les règles de marché arrêtées par Euronext Brussels, à l'exception de quelques dispositions spécifiques qui sont fixées par les autres dispositions en projet et qui sont qualifiées de "dispositions d'ordre public" dans les documents annexés à la demande d'avis;

⁽³⁾ Voir, cependant, le deuxième considérant du préambule qui précise que l'article 14 de la loi 2 août 2002, précitée, donne dorénavant au Roi "le pouvoir de développer des règles spécifiques en matière de négociation sur les marchés financiers belges d'instruments financiers émis ou garantis par l'État ou des collectivités publiques belges".

- l'alinéa 2 dudit article ne constituerait qu'une règle de procédure et n'aurait pour seul but que d'imposer les avis du Fonds des Rentes et de l'administration de la Trésorerie du Service public fédéral Finances, préalablement à l'approbation par le Ministre des Finances, conformément à l'article 5, § 3, de la loi du 2 août 2002, précitée, du chapitre 6 du Livre II des Règles de marché arrêtées par Euronext Brussels. Ces avis viendraient donc s'ajouter à ceux déjà requis par les articles 5 et 14 de la loi du 2 août 2002, précitée, à savoir les avis de la CBFA et de la BNB.

3.1. Ainsi qu'il est indiqué dans le préambule de l'arrêté en projet, la réglementation applicable en la matière trouvait à l'origine son fondement légal dans la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement.

L'article 22 de cette loi habilitait en effet le ministre des Finances à fixer les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché boursier des rentes et ce dernier avait fait usage de son pouvoir en adoptant, tout d'abord, l'arrêté ministériel du 5 février 1996 fixant le règlement boursier des rentes et, ensuite, l'arrêté ministériel du 26 août 2002 fixant le règlement du marché boursier des rentes, toujours en vigueur à ce jour.

3.2. Comme le précisent également les documents annexés à la demande d'avis, l'entrée en vigueur de l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002, précitée ⁽⁴⁾, a eu pour effet que les pouvoirs accordés auparavant au ministre des Finances, le sont aujourd'hui au Roi, lequel peut, notamment,

"1° arrêter, pour les instruments négociés sur un marché réglementé belge, des règles spécifiques relatives à l'admission de ces instruments aux négociations, à leur suspension ou à leur radiation et au mode de liquidation des transactions portant sur ces instruments".

⁽⁴⁾ L'article 22 de la loi du 6 avril 1995, précitée, a par ailleurs été abrogé, avec effet au 1^{er} juin 2003, par l'article 140, § 3, 1°, de cette même loi du 2 août 2002.

Compte tenu de cette habilitation, c'est au Roi qu'il appartient d'exercer Lui-même le pouvoir réglementaire qui lui a été confié par l'article 14, § 1^{er}, 1°, de la loi du 2 août 2002, précitée. Selon une jurisprudence constante de la section de législation du Conseil d'État ⁽⁵⁾, le Roi ne peut donc, sous réserve de questions d'ordre accessoire, secondaires, de détail ou de simple exécution, déléguer ce pouvoir. Il ne peut davantage se référer à des règles à adopter en la matière par Euronext Brussels. Peu importe à cet égard que les règles en question doivent être soumises à l'approbation du ministre des Finances, en application de l'article 5, § 3, de la loi du 2 août 2002.

3.3. Or, il ressort en l'espèce des documents annexés à la demande d'avis que le chapitre 6 du Livre II des règles de marché fixées par Euronext Brussels a précisément pour objet de fixer "certaines règles spécifiques qui sont d'application au Marché des Rentes". Ces règles spécifiques, dont il est par ailleurs précisé qu'elles "ne portent pas préjudice à celles qui figurent dans l'Arrêté Rentes ni à celles qui figurent dans le présent Livre II ou dans le Livre I^{er} des Règles des marchés, à la condition que les dispositions du présent Chapitre ou du présent Livre n'y déroge pas", concernent, notamment, l'admission des Rentes à la cotation et la radiation, leur négociation, le fonctionnement spécifique du Fixing et les dispositions particulières relatives aux emprunts à lots.

Compte tenu de leur contenu, de telles règles, qui se retrouvent pour la plupart dans l'arrêté ministériel du 26 août 2002, précité ⁽⁶⁾, et qui sont essentielles, doivent en conséquence être qualifiées de "règles spécifiques" au sens de l'article 14, § 1^{er},

⁽⁵⁾ Voir notamment, en ce sens, l'avis 35.085/2, donné le 20 mars 2003, sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 mars 2003 relatif à la déclaration des transactions portant sur des instruments financiers et à la conservation des données et l'avis 28.074/4, donné le 9 décembre 1998, sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 11 juin 1999 fixant les conditions d'exploitation imposées à certains services de télécommunications.

⁽⁶⁾ Pour rappel, il a été expressément fait état dans les documents annexés à la demande d'avis que les pouvoirs auparavant conférés au Ministre des Finances en la matière le sont dorénavant au Roi.

1°, de la loi du 2 août 2002, précitée ⁽⁷⁾. C'est donc au Roi Lui-même qu'il incombe de fixer ces règles. Euronext Brussels ne peut donc pas, sous le couvert des articles 4 et 5 de la loi du 2 août 2002, arrêter ces règles de son propre chef dans ses règles de marché et le ministre des Finances ne peut non plus approuver de telles dispositions, en exécution du paragraphe 3 de l'article 5, précité.

4. L'article 2 du projet d'arrêté doit en conséquence être fondamentalement revu et l'arrêté en projet doit être complété par les règles spécifiques que le Roi désire arrêter en application de l'article 14, § 1^{er}, 1°, de la loi du 2 août 2002, précitée.

C'est sous réserve de cette observation fondamentale que sont, dès à présent, formulées les observations suivantes.

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 1^{er} du préambule vise la directive 2001/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 mai 2001, concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs ⁽⁸⁾.

1.2. Interrogé au sujet de la mention dans le préambule du projet de la directive 2001/34/CE précitée, le fonctionnaire délégué a indiqué que "vu son cadre général, la référence à cette directive me semble utile mais pas indispensable", de sorte qu'il serait préférable qu'elle fasse l'objet d'un considérant, plutôt que d'un référant.

1.3. Il y a lieu de noter à ce sujet que l'article 68, paragraphe 1, et l'article 81, paragraphe 1, de cette directive 2001/34/CE ont été abrogés, avec effet le 12 avril 2003, par l'article 20 de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché

⁽⁷⁾ Cette disposition se réfère bien à la notion de "règles spécifiques" et non à celle de "règles d'ordre public" à laquelle il est fait allusion dans les documents annexés à la demande d'avis.

⁽⁸⁾ "valeurs", et non "titres", comme l'indique erronément le texte français de l'alinéa 1^{er} in fine du préambule.

(abus de marché) ⁽⁹⁾, de sorte qu'il paraît souhaitable de préciser que la directive visée à l'alinéa 1^{er} du préambule est modifiée par cette dernière, dont il n'est toutefois pas nécessaire de citer l'intitulé in extenso. Si la directive fait l'objet d'un considérant, il y aura lieu de mentionner cette modification.

2. L'alinéa 2 du préambule - qui en deviendrait par conséquent le premier - mentionne l'ensemble des modifications apportées à l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes, alors qu'il se réfère plus particulièrement au seul article 2 de cet arrêté-loi.

Cet alinéa devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes, notamment l'article 2, modifié par les lois des 22 juillet 1991, 23 décembre 1994 et 2 août 2002, et par l'arrêté royal du 13 juillet 2001;"

Lorsqu'un texte est visé au préambule à titre de fondement légal, il y a en effet lieu de ne viser que les dispositions qui constituent ce fondement légal, avec l'ensemble des modifications apportées à ces dispositions ⁽¹⁰⁾, seules les modifications expresses encore en vigueur qu'elles ont subies devant être mentionnées, par indication de la nature et de la date des textes modificatifs ⁽¹¹⁾.

⁽⁹⁾ L'article 27 de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE, apporte également diverses modifications à cette dernière, mais seulement avec effet à dater du 1^{er} juillet 2005.

⁽¹⁰⁾ La règle 35 de la première édition de 1960 du "Code-formulaire de légistique" et de la seconde édition de 1982 du "traité de légistique formelle" traduisait cette idée de la manière suivante : "Si certains articles seulement du texte de base sont spécialement rappelés, il y a lieu de n'indiquer que les modifications que ces articles ont subies."

⁽¹¹⁾ Recommandations 7.1.7 et 7.1.8 de la circulaire de légistique formelle de novembre 2001(<http://www.raadvst-consetat.be>).

3. Les considérants, qui constituent la justification d'opportunité du dispositif, doivent figurer, dans le préambule, directement à la suite des référants - lesquels visent le fondement juridique du dispositif ainsi que les textes qu'il modifie ou abroge - et précéder la mention de l'accomplissement des formalités requises.

Les avis donnés par la BNB le 5 octobre 2004 et par la CBFA le 20 octobre 2004 doivent dès lors être visés après les considérants, comme l'avis du Conseil d'État. Celui-ci sera mentionné en dernier lieu, dans la forme suivante :

"Vu l'avis 37.879/2 du Conseil d'État, donné le 2 mars 2005;"

Dispositif

Article 1^{er}

Selon l'article 1^{er}, 2°, du projet, "Aux fins du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par (...) rente : un instrument financier visé à l'article 14 de la loi (du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers)."

La disposition correspondante de l'arrêté ministériel du 26 août 2002 fixant le règlement du marché boursier des rentes, dont l'abrogation est prévue par l'article 6 du projet, est son article 1^{er}, 2°, suivant lequel "Aux fins du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par (...) rentes : les instruments financiers visés à l'article 22 de la loi du 6 avril 1995 (relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements)". Cet article 22, abrogé par l'article 140, § 3, 1°, de la loi du 2 août 2002, précitée, disposait, en son alinéa 1^{er}, comme suit :

"Par dérogation à l'article 17 ⁽¹²⁾, le ministre des Finances arrête, sur avis des sociétés de bourses de valeurs mobilières, les règles relatives à l'inscription à la cote, au mode et au contrôle de la cotation, à la suspension et à la radiation de la cote, au courtage ainsi qu'aux modes de réalisation des transactions, lorsque les transactions portent sur :

⁽¹²⁾ Relatif aux pouvoirs de l'autorité de marché.

- 1° les instruments financiers émis par l'État belge ou qui sont garantis par celui-ci, à l'exclusion des instruments financiers émis par les établissements publics de crédit;
- 2° les instruments financiers émis par les Communautés, les Régions, les provinces, les communes, les agglomérations ou les fédérations de communes belges ou qui sont garantis par celles-ci, à l'exclusion des titres d'emprunt émis par les établissements publics de crédit;
- 3° les instruments financiers émis par la Société nationale des chemins de fer belges, la Société nationale des chemins de fer vicinaux ou les sociétés de transport régionales."

Alors que cette disposition légale énumérait elle-même les instruments financiers à l'égard desquels elle attribuait au ministre le pouvoir d'arrêter les règles qu'elle visait, l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002, précitée, sur lequel se fonde le projet, accorde désormais au Roi des compétences de nature similaire "En ce qui concerne les instruments financiers émis ou garantis par l'État ou des collectivités publiques belges qu'Il désigne".

Comme le Roi n'a pas encore désigné ces collectivités publiques belges, l'article 1^{er}, 2°, du projet ne peut se limiter à renvoyer à cet article 14, un tel renvoi n'étant suffisant qu'en ce qui concerne les instruments financiers émis ou garantis par l'État; s'agissant des autres "rentes" sur le marché desquelles porte le projet, il doit en outre se référer à d'autres dispositions qui devront, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, compléter le projet afin qu'y soient également désignées ces collectivités, en exécution dudit article 14, § 1^{er}.

Il convient en particulier d'observer à cet égard que, parmi ces collectivités, devrait notamment figurer la Commission communautaire française, puisqu'elle peut, conformément à l'article 49*bis* de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, et au même titre que ces dernières, émettre des emprunts pour l'exercice des compétences qui lui sont accordées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

La Commission communautaire française devrait en outre également être citée dans les alinéas 1^{er} et 3 de l'article 3 du projet, dès lors que l'article 14, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 2 août 2002, précitée, prévoit qu'elle peut être autorisée, au même titre que l'État, les communautés, les régions et le Fonds des Rentes, à effectuer directement des transactions portant sur des "rentes" sur un marché réglementé belge sans en être membre. Le Conseil d'État n'aperçoit en effet pas pour quelle raison une telle autorisation serait refusée à la Commission communautaire française, alors qu'elle est accordée à l'État, aux communautés, aux régions et au Fonds des Rentes.

Algemene opmerkingen

1.1. Zoals in het opschrift van het ontwerp van besluit wordt aangegeven, heeft het betrekking op de rentemarkt, dit wil zeggen de markt in financiële instrumenten bedoeld in artikel 14 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, in welk artikel onder meer het volgende staat :

"§ 1. Met betrekking tot de financiële instrumenten die zijn uitgegeven of gewaarborgd door de Staat of Belgische openbare instanties die Hij aanduidt, kan de Koning, op advies van de NBB en de CBFA :

- 1° voor de instrumenten die worden verhandeld op een Belgische gereguleerde markt, bijzondere regels vaststellen inzake de toelating van deze instrumenten tot de verhandeling, de schorsing of schrapping ervan en de wijze van vereffening van de transacties in deze instrumenten;
- 2° de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de Franse Gemeenschapscommissie en het Rentenfonds toelaten om rechtstreeks transacties in deze instrumenten op een Belgische gereguleerde markt uit te voeren zonder dat zij er lid van zijn;
- 3° de organisatie, de werking, het toezicht en de regelhandhaving regelen van Belgische georganiseerde markten die gespecialiseerd zijn in deze instrumenten;
- 4° een specifieke toezichtsregeling uitwerken voor de Belgische georganiseerde markten voor deze instrumenten, in voorkomend geval in afwijking van de bepalingen van afdeling 8;
- 5° (...)"

In artikel 2 van het ontwerp van besluit wordt het volgende bepaald :

"Behoudens afwijkende bepaling in dit besluit, worden de regels inzake de organisatie en de werking van de rentemarkt bepaald door de marktregels en de clearingregels.

Boek II, hoofdstuk 6, van de marktregels en elke overeenkomst tot het aanbrengen van liquiditeit die specifiek betrekking heeft op de rentemarkt, evenals elke wijziging ervan dienen voorafgaandelijk voor advies voorgelegd te worden aan het Rentenfonds en aan de Administratie van de Thesaurie van de Federale

Overheidsdienst Financiën, onverminderd de bepalingen zoals bedoeld in de artikels 5 en 14 van de wet ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

Krachtens artikel 6 van het ontwerp wordt het ministerieel besluit van 26 augustus 2002 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten opgeheven op de datum vastgesteld voor de inwerkingtreding van dit besluit.

Volgens artikel 7 van het ontwerp treedt het besluit in werking op dezelfde dag als die welke is vastgesteld in het bericht van goedkeuring van de Minister van Financiën, conform artikel 5, § 3, van de voormelde wet van 2 augustus 2002, voor de inwerkingtreding van de eerstvolgende aanpassingen die Euronext Brussels aanbrengt in hoofdstuk VI van boek II van zijn marktregels ("Rule Book").

1.2. Bovendien blijkt uit de documenten die gevoegd zijn bij de adviesaanvraag dat Boek II van de marktregels, waarnaar wordt verwezen in artikel 2, tweede lid, van het ontwerp, het opschrift "specifieke regels voor Euronext Brussels" draagt en dat hoofdstuk 6 van dat Boek betrekking heeft op de "Rentemarkt", namelijk de markt in de financiële instrumenten, welke bedoeld worden in artikel 14 van de genoemde wet van 2 augustus 2002.

In de rubriek "Algemeen - Toepassingsgebied" van dat hoofdstuk VI staat het volgende :

"Dit hoofdstuk 6 bepaalt de specifieke regels die van toepassing zijn op de Rentedeelmarkt.

Deze regels doen geen afbreuk aan de regels bepaald in het Rentemarktbesluit en, op voorwaarde dat de bepalingen van dit Hoofdstuk of van dit Boek er niet van afwijken, aan de regels bedoeld in dit boek II en boek I van de Marktregels."

(1) Van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

(2) De begrippen "rentemarkt", "marktregels", "clearingregels" en "liquiditeitsaanbrenger" worden omschreven in de onderdelen 4°, 5°, 6° en 7° van artikel 1 van het ontwerp. Zo zijn de "marktregels" het geheel van regels van toepassing op de door Euronext Brussels georganiseerde gereguleerde markt, opgesteld overeenkomstig artikelen 4 en 5 van de voormelde wet van 2 augustus 2002. Deze regels zijn gemeenzaam bekend onder de naam "Rule Book" van Euronext.

De andere rubrieken van dit hoofdstuk 6 stellen derhalve een aantal "specifieke" regels vast die van toepassing zijn op de Rentemarkt (Toelating tot de notering en schrapping/Verhandeling van renten/Specifieke werking van de fixing/Bijzondere regels betreffende lotenleningen).

2. Volgens de gemachtigde van de Minister vindt het ontworpen besluit weliswaar rechtsgrond in artikel 14 van de voormelde wet van 2 augustus 2002, zoals trouwens wordt aangegeven in de aanhef van het besluit, maar strekt het er niet toe uitvoering te geven aan de machtiging die aan de Koning wordt verleend bij paragraaf 1, 1°, van het genoemde artikel. Met andere woorden, het ontworpen besluit zou onder meer niet tot doel hebben "bijzondere regels" vast te stellen voor de financiële instrumenten die zijn uitgegeven of gewaarborgd door de Staat of Belgische openbare instanties en die worden verhandeld op een Belgische gereguleerde markt ⁽³⁾. Zoals blijkt uit de formulering zelf van dit artikel, "kan" de Koning - de Koning is trouwens niet verplicht - van deze machtiging gebruik maken. Bijgevolg is ervoor geopteerd om niet bij koninklijk besluit "specifieke regels" voor deze aangelegenheid te geven, maar gewoon te verwijzen naar de marktregels die Euronext Brussels heeft vastgesteld met toepassing van de artikelen 4 en 5 van de voormelde wet van 2 augustus 2002. Het spreekt evenwel vanzelf dat deze regels "specifieke regels" kunnen bevatten voor de markt van de renten die bedoeld worden in artikel 14 van dezelfde wet van 2 augustus 2002, wat trouwens in casu het geval is met hoofdstuk 6 van boek II dat nog goedgekeurd moet worden door de Minister van Financiën.

Gelet op wat voorafgaat zou :

- het eerste lid van artikel 2 van het ontwerp van besluit dus geen ander doel hebben dan eraan te herinneren dat de regels betreffende de organisatie en de werking van de rentemarkt onder meer bepaald worden door de marktregels die door Euronext worden vastgesteld, met uitzondering van enkele specifieke bepalingen die worden

⁽³⁾ Zie evenwel de tweede overweging van de aanhef, waarin staat dat artikel 14 van voormelde wet van 2 augustus 2002 de Koning voortaan "machtigt om specifiek regels uit te werken met betrekking tot de verhandeling op de Belgische financiële markten van de financiële instrumenten die zijn uitgegeven of gewaarborgd door de Staat of Belgische openbare instanties".

vastgesteld bij de andere ontworpen bepalingen en die bepalingen van openbare orde worden genoemd in de bij de adviesaanvraag gevoegde documenten;

- het tweede lid van het genoemde artikel slechts een procedureregulering vormen en alleen tot doel hebben de adviezen van het Rentenfonds en van de Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën op te leggen, die moeten worden ingewonnen vooraleer de Minister van Financiën, overeenkomstig artikel 5, § 3, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, hoofdstuk 6 van boek II van de door Euronext Brussels vastgestelde Marktregels goedkeurt. Deze adviezen zouden dus komen bij die welke reeds worden vereist door de artikelen 5 en 14 van de genoemde wet van 2 augustus 2002, namelijk de adviezen van de CBFA en van de NBB.

3.1. Zoals aangegeven in de aanhef van het ontworpen besluit, lag de oorspronkelijke rechtsgrond van de regelgeving die in deze aangelegenheid van toepassing is, in de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

Artikel 22 van deze wet machtigde immers de Minister van Financiën om de regels betreffende de organisatie en de werkwijze van de beursmarkt in renten vast te stellen en die Minister had gebruik gemaakt van zijn bevoegdheid door het uitvaardigen van eerst het ministerieel besluit van 5 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten en vervolgens het ministerieel besluit van 26 augustus 2002 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten, tot op heden nog altijd van kracht.

3.2. Zoals eveneens wordt gepreciseerd in de documenten die gevoegd zijn bij de adviesaanvraag, heeft de inwerkingtreding van artikel 14, § 1, van de genoemde wet van 2 augustus 2002 ⁽⁴⁾ tot gevolg gehad dat de bevoegdheden die voorheen waren toegekend aan de Minister van Financiën, nu toegekend zijn aan de Koning, die onder meer,

⁽⁴⁾ Artikel 22 van de genoemde wet van 6 april 1995 is trouwens opgeheven, met ingang van 1 juni 2003, bij artikel 140, § 3, 1°, van diezelfde wet van 2 augustus 2002.

"1° voor de instrumenten die worden verhandeld op een Belgische gereguleerde markt, bijzondere regels (kan) vaststellen inzake de toelating van deze instrumenten tot de verhandeling, de schorsing of schrapping ervan en de wijze van vereffening van de transacties in deze instrumenten".

Vanwege deze machtiging is het zaak van de Koning om zelf de verordenende bevoegdheid uit te oefenen die Hem wordt verleend door artikel 14, § 1, 1°, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002. Volgens vaste rechtspraak van de afdeling wetgeving van de Raad van State ⁽⁵⁾, mag de Koning dus niet, tenzij het gaat om bijkomstige kwesties, onbelangrijke kwesties, detailkwesties of aangelegenheden van loutere uitvoering, die bevoegdheid overdragen. Hij mag zich ook niet beroepen op regels die terzake moeten worden vastgesteld door Euronext Brussels. In dat verband is het van weinig belang dat de regels waarvan sprake ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de Minister van Financiën, overeenkomstig artikel 5, § 3, van de wet van 2 augustus 2002.

3.3. In casu blijkt uit de stukken die bij de adviesaanvraag gaan immers dat hoofdstuk 6 van Boek II van de marktregels vastgesteld door Euronext Brussels, nu net bepaalde specifieke regels wil bepalen die van toepassing zijn op de rentemarkt. Die specifieke regels, waarvan overigens wordt gezegd dat zij "geen afbreuk" doen "aan de regels bepaald in het Rentemarktbesluit en, op voorwaarde dat de bepalingen van dit Hoofdstuk of van dit Boek er niet van afwijken, aan de regels bedoeld in dit boek II en boek I van de Marktregels", hebben inzonderheid betrekking op de toelating van de Renten tot de notering en de schrapping, de verhandeling ervan, de specifieke werking van de fixing en de bijzondere regels betreffende de leningen.

⁽⁵⁾ Zie in die zin inzonderheid advies 35.085/2, dat op 20 maart 2003 gegeven is over een ontwerp dat bestaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 31 maart 2003 over de melding van transacties in financiële instrumenten en over de bewaring van gegevens, en advies 28.074/4, dat op 9 december 1998 gegeven is over een ontwerp dat bestaan gegeven heeft aan het ministerieel besluit van 11 juni 1999 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden die opgelegd worden aan bepaalde telecommunicatiediensten.

Gelet op hun inhoud, moeten zulke regels die voor het overgrote deel vervat zijn in het voornoemde ministerieel besluit van 26 augustus 2002 ⁽⁶⁾ en die van essentieel belang zijn, bijgevolg beschouwd worden als "bijzondere regels" in de zin van artikel 14, § 1, 1°, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 ⁽⁷⁾. Het is dus zaak van de Koning zelf die regels te bepalen. Euronext Brussels mag dus niet onder de dekmantel van de artikelen 4 en 5 van de wet van 2 augustus 2002 die regels eigenmachtig vaststellen als onderdeel van zijn marktregels en de Minister van Financiën mag zulke bepalingen ook niet goedkeuren ter uitvoering van de voornoemde paragraaf 3 van artikel 5.

4. Artikel 2 van het ontwerpbesluit moet bijgevolg grondig worden herzien en het ontworpen besluit moet worden aangevuld met de specifieke regels die de Koning wenst vast te leggen krachtens artikel 14, § 1, 1°, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002.

Onder voorbehoud van die fundamentele opmerking is het dat de volgende opmerkingen nu reeds worden geformuleerd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef wordt verwezen naar richtlijn 2001/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 mei 2001 betreffende de toelating van

⁽⁶⁾ Pro memorie zij erop gewezen dat in de stukken die bij de adviesaanvraag gaan, uitdrukkelijk vermeld is dat de bevoegdheden terzake die voorheen aan de Minister van Financiën waren verleend, voortaan toevertrouwd zijn aan de Koning.

⁽⁷⁾ In deze bepaling is wel sprake van "bijzondere regels" en niet van regels van openbare orde, waarop gealludeerd wordt in de stukken die bij de adviesaanvraag gaan.

effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs en de informatie die over deze effecten moet worden gepubliceerd ⁽⁸⁾.

1.2. Op de vraag waarom in de aanhef van het ontwerp verwezen wordt naar die richtlijn 2001/34/EG, heeft de gemachtigde ambtenaar gesteld dat de verwijzing naar die richtlijn, gelet op de algemene strekking ervan, hem nuttig leek, doch niet volstrekt noodzakelijk, zodat die verwijzing eerder zou moeten worden opgenomen in een overweging dan in een aanhefverwijzing.

1.3. In dat verband moet worden opgemerkt dat artikel 68, lid 1, en artikel 81, lid 1, van richtlijn 2001/34/EG opgeheven zijn, met ingang van 12 april 2003, bij artikel 20 van richtlijn 2003/6/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 betreffende handel met voorwetenschap en marktmanipulatie (marktmisbruik) ⁽⁹⁾, zodat het wenselijk lijkt om te preciseren dat de in het eerste lid van de aanhef genoemde richtlijn door deze laatste richtlijn is gewijzigd, zonder dat het evenwel noodzakelijk is om het opschrift ervan in extenso weer te geven. Als de richtlijn punt is van een overweging, behoort melding te worden gemaakt van deze wijziging.

2. In het tweede lid van de aanhef - dat bijgevolg het eerste lid ervan zou worden - worden alle wijzigingen vermeld die zijn aangebracht in de besluitwet van 18 mei 1945 tot oprichting van een Rentenfonds, terwijl in dat lid in het bijzonder verwezen wordt naar het loutere artikel 2 van die besluitwet.

⁽⁸⁾ In het Franse opschrift van de richtlijn beantwoordt aan "effecten", "valeurs", en niet "titres", zoals verkeerdelijk vermeld wordt in de Franse tekst van het eerste lid, in fine, van de aanhef.

⁽⁹⁾ Artikel 27 van richtlijn 2003/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 betreffende het prospectus dat gepubliceerd moet worden wanneer effecten aan het publiek worden aangeboden of tot de handel worden toegelaten en tot wijziging van Richtlijn 2001/34/EG, brengt eveneens verschillende wijzigingen aan in laatstgenoemde richtlijn, maar die hebben pas uitwerking met ingang van 1 juli 2005.

Dat lid zou derhalve als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentenfonds, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1991, 23 december 1994 en 2 augustus 2002, en bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001;"

Wanneer in de aanhef een bepaalde regeling als rechtsgrond wordt aangevoerd, wordt alleen verwezen naar de bepalingen die de rechtsgrond ervan uitmaken, met opgave van alle wijzigingen die in die bepalingen zijn aangebracht ⁽¹⁰⁾, terwijl enkel de uitdrukkelijke, nog van kracht zijnde wijzigingen hoeven te worden vermeld die deze bepalingen hebben ondergaan, onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten ⁽¹¹⁾.

3. De overwegingen, die de rechtvaardiging vormen van de opportuniteit van het dispositief, dienen in de aanhef onmiddellijk te volgen op de aanhefverwijzingen - die melding maken van de rechtsgrond van het dispositief alsook van de teksten die daardoor worden gewijzigd of opgeheven - en vooraf te gaan aan de vermelding dat de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

De adviezen die door de Nationale Bank van België op 5 oktober 2004 en door de CBFA op 20 oktober 2004 gegeven zijn, dienen, net als het advies van de Raad van State, derhalve na de overwegingen te worden vermeld. Dat advies van de Raad van State moet in laatste instantie vermeld worden, in de volgende vorm :

"Gelet op advies 37.879/2 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2005;"

⁽¹⁰⁾ In regel 35 van de eerste uitgave uit 1960 van de "Codex-Legistiek" en de tweede uitgave van 1982 van de "handleiding bij de wetgevingstechniek" werd dat standpunt als volgt vertaald : "Indien echter meer in het bijzonder naar sommige artikelen van een tekst wordt verwezen, volstaat de vermelding van de wijzigingen welke in die artikelen zijn aangebracht."

⁽¹¹⁾ Aanbevelingen 7.1.7 en 7.1.8 van de rondzendbrief over de wetgevingstechniek van november 2001 (<http://www.raadvst-consetat.be>).

Dispositief

Artikel 1

Luidens artikel 1, 2°, van het ontwerp "(wordt) in de zin van dit besluit verstaan onder (...) rente : een financieel instrument bedoeld in artikel 14 van de wet (van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten)."

De daarmee overeenstemmende bepaling van het ministerieel besluit van 26 augustus 2002 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten, in de opheffing waarvan voorzien is in artikel 6 van het ontwerp, is artikel 1, 2°, van dat besluit, luidens hetwelk "In de zin van dit besluit wordt verstaan onder (...) renten : de financiële instrumenten bedoeld in artikel 22 van de wet van 6 april 1995 (inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs)". Dat artikel 22, opgeheven bij artikel 140, § 3, 1°, van de genoemde wet van 2 augustus 2002, bepaalde in het eerste lid ervan het volgende :

"In afwijking van artikel 17 ⁽¹²⁾ stelt de minister van Financiën, na advies van de effectenbeursvennootschappen, de regels vast voor de opneming in de notering, de wijze van notering, het toezicht op de notering, de schorsing en de schrapping uit de notering, het makelaarsloon alsook de wijze waarop transacties worden verwezenlijkt wanneer de transacties betrekking hebben op :

- 1° financiële instrumenten uitgegeven of gewaarborgd door de Belgische Staat, met uitsluiting van de financiële instrumenten die zijn uitgegeven door de openbare kredietinstellingen;
- 2° financiële instrumenten uitgegeven of gewaarborgd door de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties of federaties van Belgische gemeenten, met uitsluiting van de bewijzen van leningen die zijn uitgegeven door de openbare kredietinstellingen;
- 3° financiële instrumenten uitgegeven door de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen of de regionale vervoersmaatschappijen."

⁽¹²⁾ Betreffende de bevoegdheden van de marktautoriteit.

Terwijl in die wetsbepaling zelf de financiële instrumenten werden opgesomd waarvoor aan de minister de bevoegdheid werd toegekend om de in de bepaling genoemde regels vast te stellen, worden thans bij artikel 14, § 1, van de genoemde wet van 2 augustus 2002, waarop het ontwerp steunt, voortaan soortgelijke bevoegdheden toegekend aan de Koning "met betrekking tot de financiële instrumenten die zijn uitgegeven of gewaarborgd door de Staat of Belgische openbare instanties die Hij aanduidt".

Aangezien de Koning die Belgische openbare instanties nog niet heeft aangewezen, mag artikel 1, 2°, van het ontwerp zich er niet toe beperken te verwijzen naar dat artikel 14, daar zulk een verwijzing alleen voldoende is wat betreft de financiële instrumenten die zijn uitgegeven of gewaarborgd door de Staat; wanneer het gaat om de andere "renten" op de markt waarvan het ontwerp betrekking heeft, moet in het ontwerp daarenboven verwezen worden naar andere bepalingen die, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, het ontwerp moeten aanvullen zodat daarin ook die openbare instanties worden aangewezen, ter uitvoering van het genoemde artikel 14, § 1.

Wat dat betreft dient in het bijzonder te worden opgemerkt dat één van die instanties de Franse Gemeenschapscommissie moet zijn, aangezien deze, overeenkomstig artikel 49*bis* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, en net zoals de gemeenschappen en de gewesten, leningen mag aangaan ter uitoefening van de bevoegdheden die haar krachtens artikel 138 van de Grondwet zijn toegekend.

De Franse Gemeenschapscommissie dient bovendien ook vermeld te worden in het eerste en het derde lid van artikel 3 van het ontwerp, aangezien artikel 14, § 1, 2°, van de genoemde wet van 2 augustus 2002 bepaalt dat ze, net zoals de Staat, de gemeenschappen, de gewesten en het Rentenfonds, gemachtigd kan worden rechtstreeks transacties betreffende "renten" te verrichten op een Belgische gereguleerde markt, zonder daarvan lid te zijn. Het is de Raad van State immers niet duidelijk waarom zulk een machtiging geweigerd zou worden aan de Franse Gemeenschapscommissie, terwijl ze wel wordt toegekend aan de Staat, de gemeenschappen, de gewesten en het Rentenfonds.

EH

- 22 -

37.879/2

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et
la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS